ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,
LA SCIENCE ET LA CULTURECONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATURELComité du patrimoine mondial
Dixième session

Siège de l'Unesco, 24-28 novembre 1986

Point 7 de l'ordre du jour provisoire : Propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial et la Liste du patrimoine mondial en péril

1. A sa dixième session, le Bureau du Comité du patrimoine mondial a examiné trente et une propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Il a recommandé au Comité d'inscrire vingt-neuf biens et de procéder à l'extension d'un site déjà inscrit. Ces trente propositions figurent dans la section A ci-dessous. Le Bureau a recommandé que la décision concernant un site figurant dans la section B soit différée. En outre, le Bureau a estimé que le Comité pourrait entreprendre directement l'examen des quatre propositions figurant dans la section C si les évaluations et les informations supplémentaires nécessaires étaient disponibles.

2. A propos de certaines propositions, le Bureau a demandé des informations supplémentaires et/ou formulé des recommandations. Pour faciliter l'usage de ce document on trouvera résumés ci-dessous les commentaires du Bureau à propos de ces propositions et des informations sur les réponses reçues à la date de la préparation de ce document. Toutes les informations supplémentaires reçues seront portées à la connaissance du Comité durant sa session.

A. Biens recommandés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial

<u>Nom du bien</u>	<u>N° d'ordre</u>	<u>Etat partie ayant présenté la proposition d'inscription conformément à la Convention</u>	<u>Critères</u>
<u>Forêts pluviales de Nouvelle-Galles du Sud</u>	368	Australie	N(i) (ii) (iii)

Le Bureau a noté que cette proposition était sans précédent puisqu'il s'agissait d'inscrire sept forêts pluviales comme un seul bien naturel sur la Liste du patrimoine mondial. Le Bureau a recommandé que le Comité du patrimoine mondial inscrive le site (a), sans la réserve botanique du Mont Dromedary, et (b) en donnant à cette proposition un intitulé plus approprié, par exemple "Parcs des forêts pluviales subtropicales de la côte est de l'Australie" et que l'approbation de l'Etat partie soit demandée en ce qui concernait (a) et (b) avant que le Comité ne se réunisse pour examiner la

<u>Nom du bien</u>	<u>N° d'ordre</u>	<u>Etat partie ayant présenté la propo- sition d'inscription conformément à la Convention</u>	<u>Critères</u>
--------------------	-----------------------	---	-----------------

recommandation. Le Bureau a également recommandé que les autorités australiennes soient invitées à considérer s'il ne serait pas souhaitable d'englober dans le bien dont l'inscription était proposée les forêts pluviales contiguës de l'Etat du Queensland. Le Bureau a appuyé les recommandations de l'UICN louant l'action du gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud, qui s'efforçait de protéger ces vestiges d'habitats de forêts pluviales et de mettre au point des plans de gestion pour tous les éléments du bien dont l'inscription a été proposée.

Par une lettre datée du 9 octobre, les autorités australiennes ont informé le Secrétariat de leur accord sur la condition (a), et, en ce qui concerne (b) ont proposé à la considération du Comité le nom de "Parcs des forêts pluviales tempérées et subtropicales de la côte Est de l'Australie". Ce nom a été préféré afin de rendre compte de façon adéquate de l'importance des forêts tempérées dans la proposition d'inscription. Les autorités australiennes ont également souhaité informer le Comité qu'elles sont en train d'examiner la suggestion du Bureau sur l'opportunité d'inclure dans ce bien des forêts pluviales contiguës de l'Etat de Queensland, qui ne constituait cependant pas une condition préalable à l'inscription de ce bien sur la Liste du patrimoine mondial. La réponse des autorités à cette dernière proposition sera communiquée au Comité aussitôt que possible.

<u>Parc National d'Iguaçu</u>	355	Brésil	N(iii) (iv)
-------------------------------	-----	--------	-------------

L'examen de ce bien avait été différé à la demande des autorités brésiliennes. Comme suite à la note n° 74, datée du 12 juin, adressée par la délégation permanente du Brésil au Directeur général de l'Unesco, le Bureau a été invité à réexaminer cette proposition d'inscription. Il a recommandé l'inscription de ce bien sur la Liste du patrimoine mondial, comme le proposait le Brésil. Compte tenu de la note susmentionnée, le Bureau a pris acte du voeu formulé par les autorités brésiliennes, qui souhaitaient que le Parc national d'Iguaçu situé au Brésil soit inscrit sur la liste indépendamment de tout concept de site transfrontalier ou de toute autre idée du même ordre qui aurait cours ou pourrait être acceptée lors des délibérations du Comité.

Le Bureau a prié le Secrétariat de prendre contact avec les délégations permanentes des deux Etats parties concernés par cette affaire afin de solliciter leur avis sur la future inscription de ce bien.

Le Secrétariat a écrit aux délégations permanentes des deux Etats parties concernés pour leur demander leur opinion sur cette question.

<u>Nom du bien</u>	<u>N° d'ordre</u>	<u>Etat partie ayant présenté la propo- sition d'inscription conformément à la Convention</u>	<u>Critères</u>
<u>Monuments de Trèves</u>	367	Allemagne (Rép.féd.d')	C(i)(iii)(iv) (vi)
<u>Temple d'Apollon Epikurios à Bassae</u>	392	Grèce	C(i)(ii)(iii)

Le Bureau a recommandé aux autorités grecques d'étendre la zone de protection de ce bien afin d'éviter que de nouveaux ménagements touristiques n'abîment la beauté du paysage qui l'entoure.

Les autorités grecques ont informé le Secrétariat que la zone entourant le temple est placée sous le contrôle du Ministère de la culture et qu'aucune sorte de construction n'y est autorisée.

<u>Eglises et monastères de Goa</u>	234	Inde	C(ii)(iv)(vi)
-------------------------------------	-----	------	---------------

Le Bureau a noté que les monuments de Goa, en raison de leurs matériaux de construction étaient menacés par divers dangers (pluies, insectes destructeurs, variations hygrométriques), ce qui justifierait d'importants efforts de préservation, voire une éventuelle inscription sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

<u>Ensemble monumental de Khajuraho</u>	240	Inde	C(i)(iii)
---	-----	------	-----------

Le Bureau a encouragé les autorités indiennes à poursuivre leurs efforts pour la préservation de ce site en accordant aux monuments des zones Sud et Est de ce site la même protection d'ensemble qu'à la zone Ouest.

<u>Ensemble monumental de Hampi</u>	241	Inde	C(i)(iii)(iv)
---	-----	------	---------------

Le Bureau a recommandé l'inscription de ce bien à condition que les autorités indiennes fournissent avant la prochaine session du Comité un plan indiquant les zones exactes à protéger, déterminées en coopération avec l'ICOMOS.

<u>Nom du bien</u>	<u>N° d'ordre</u>	<u>Etat partie ayant présenté la propo- sition d'inscription conformément à la Convention</u>	<u>Critères</u>
Jerash	324	Jordanie	C(i)(ii)(iii)

Le Bureau a recommandé l'inscription de ce site sous réserve de l'adoption de certaines mesures concernant la délimitation du site et les travaux de restauration. Les autorités jordaniennes ont informé le Secrétariat que les conditions et demandes du Bureau sont à l'étude et qu'elles communiqueraient les informations demandées dès qu'elles seraient prêtes. Elles ont demandé que la question de l'inscription de Jerash soit différée jusqu'à une date ultérieure.

<u>Ancienne ville de Ghadamès</u>	362	Jamahiriya arabe libyenne	C(v)
---------------------------------------	-----	---------------------------------	------

Le Bureau a recommandé aux autorités libyennes d'adopter avant la session du Comité un plan de gestion conforme aux suggestions des experts de l'Unesco:

- comprenant la délimitation d'une zone de protection autour de la vieille ville;
- assurant la sauvegarde des techniques et savoir-faire traditionnels nécessaires à la conservation du bâti dans le respect des formes et des matériaux;
- assurant le contrôle de l'oasis, et en particulier des systèmes traditionnels d'irrigation de la palmeraie.

Les autorités libyennes ont fait parvenir de nouveaux plans du site où figurent les zones protégées et ont fourni des informations sur le système d'irrigation et la sauvegarde des techniques traditionnelles.

<u>Parc national de Westland et du Mont Cook</u>	375	Nouvelle-Zélande	N(i) (ii) (iii)
--	-----	------------------	-----------------

Le Bureau a constaté avec satisfaction que les plans de gestion de ces deux parcs nationaux prenaient dûment en considération les effets préjudiciables de la navigation aérienne et s'efforçaient de les atténuer. Le Bureau a recommandé au Comité du patrimoine mondial d'inviter l'Etat partie à le tenir au courant de toute modification du statut juridique des terres récemment rattachées au Parc national de Westland.

<u>Nom du bien</u>	<u>N° d'ordre</u>	<u>Etat partie ayant présenté la proposition d'inscription conformément à la Convention</u>	<u>Critères</u>
<u>Parc national de Fiordland</u>	376	Nouvelle-Zélande	N(i) (ii) (iii) (iv)

Le Bureau a noté qu'il importait de considérer les eaux des fiords comme faisant partie intégrante de ce parc national et s'est montré préoccupé par les conséquences éventuelles d'une proposition visant à extraire de l'eau douce de cette zone. L'idée était pour l'instant écartée, mais si cette proposition devait être réexaminée, le Bureau a demandé que l'Etat partie en informe le Comité du patrimoine mondial. Le Bureau a recommandé au Comité du patrimoine mondial d'encourager les initiatives de l'Etat partie visant à placer les eaux des fiords sous l'autorité de l'administration du parc, d'appuyer l'action du service néo-zélandais de protection de la nature en faveur de l'habitat takahe et du repeuplement, de noter que la forêt de Waikutu, si elle était rattachée au parc, constituerait un élément acceptable du site du Patrimoine mondial et d'inciter l'Etat partie à mettre en oeuvre le plan de réaménagement de la région de Milford.

<u>Zone archéologique de Chan Chan</u>	366	Pérou	C(i)(iii)
--	-----	-------	-----------

Le Bureau a exprimé de vives inquiétudes à propos de la conservation de ce bien dont les matériaux sont très rapidement endommagés par l'érosion naturelle au fur et à mesure qu'ils sont exposés à l'air et qui en tout état de cause nécessiteront des efforts de restauration permanents et d'importantes mesures d'accompagnement. Une inscription sur la Liste du Patrimoine mondial en péril serait justifiée.

Les autorités péruviennes ont informé le Secrétariat qu'elles partagent entièrement les préoccupations exprimées par le Bureau et sont d'accord sur le principe d'une inscription sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Les autorités péruviennes ont été informées de la procédure à suivre à cet égard.

<u>Centre historique d'Evora</u>	361	Portugal	C(ii)(iv)
----------------------------------	-----	----------	-----------

<u>Architecture mudéjare de Teruel</u>	378	Espagne	C(iv)
--	-----	---------	-------

Le Bureau a noté avec satisfaction que la proposition d'inscription de ce bien avait été élargie de façon à inclure notamment l'ensemble de l'église de San Pedro y compris son chevet.

<u>Nom du bien</u>	<u>N° d'ordre</u>	<u>Etat partie ayant présenté la proposition d'inscription conformément à la Convention</u>	<u>Critères</u>
<u>Ville historique de Tolède</u>	379	Espagne	C(i)(ii)(iii)(iv)
<u>Vieille ville de Caceres</u>	384	Espagne	C(ii)(iv)
<u>Ville ancienne d'Alep</u>	21	Rep.arabe syrienne	C(ii)(iv)
<u>Nécropole d'Arg El Ghazouani, Kerkouane</u>	332 Add.	Tunisie	
<p>Le Bureau a noté que le bien était proposé non pour une inscription autonome sur la Liste du patrimoine mondial, mais comme adjonction au site de Kerkouane, qu'il compléterait heureusement.</p>			
<u>Hattousa</u>	377	Turquie	C(i)(ii)(iii)(iv)
<p>Le Bureau souhaiterait qu'il soit confirmé que le plan de gestion préparé par une équipe archéologique allemande sur place a bien l'approbation des autorités turques et que la création d'un parc national envisagée en 1971 devienne effective afin de permettre une meilleure protection du sol.</p>			
<u>La Chaussée des Géants et sa côte</u>	369	Royaume-Uni	N(i) (iii)
<p>Le Bureau a recommandé que soient appuyées les dispositions prises par les autorités d'Irlande du Nord en vue de déclarer ce bien réserve naturelle nationale. Le représentant du Royaume-Uni a fait remarquer qu'une recommandation visant à inscrire ce site sur la Liste du patrimoine mondial encouragerait encore cette action.</p>			
<u>Cathédrale et Château de Durham</u>	370	Royaume-Uni	C(ii)(iv)(vi)
<u>Gorge d'Ironbridge</u>	371	Royaume-Uni	C(i)(ii)(iv)(vi)

<u>Nom du bien</u>	<u>N° d'ordre</u>	<u>Etat partie ayant présenté la propo- sition d'inscription conformément à la Convention</u>	<u>Critères</u>
<u>Abbaye de Fountains et Eglise Ste Marie de Studley Royal</u>	372	Royaume-Uni	à déterminer

Le Bureau a recommandé l'inscription de ce bien sous condition que les autorités britanniques reformulent cette proposition de façon à intégrer expressément dans la définition de ce bien culturel le Château de Fountains Hall et divers aménagements paysagers effectués au XVIII^e et XIX^e siècles, le paysage humanisé qui entoure les ruines médiévales de l'abbaye formant avec elles un ensemble exceptionnel. La proposition reformulée pourrait s'intituler "Parc de Studley Royal avec les ruines de l'abbaye de Fountains".

- ☞ Par une lettre du 13 octobre 1986 le Département de l'Environnement a indiqué que la proposition d'inscription de l'Abbaye de Fountains avait été entièrement reformulée afin de répondre aux souhaits du Bureau.

<u>Stonehenge, Avebury et sites associés</u>	373	Royaume-Uni	C(i)(ii)(iii)
--	-----	-------------	---------------

Le Bureau demande aux autorités du Royaume Uni d'étudier les solutions qui permettraient d'éviter la traversée du site archéologique de Stonehenge par la route à grande circulation A 344 (déviation, creusement d'un tunnel etc.). Il serait souhaitable que le Comité soit informé de l'état d'avancement de ces études lors de sa prochaine session.

- ☞ Par une lettre du 13 octobre 1986 le Département de l'Environnement a informé le Secrétariat de la préparation de nouveaux plans qui permettraient la fermeture de la route A 344.

<u>Châteaux-forts et enceintes du Roi Edouard Ier dans l'ancienne Principauté de Gwynedd</u>	374	Royaume-Uni	C(i)(iii)(iv)
--	-----	-------------	---------------

<u>Ile de St Kilda</u>	387	Royaume-Uni	N(iii) (iv)
------------------------	-----	-------------	-------------

Le Bureau a noté que la station de localisation par radar installée à St Kilda était restée de taille modeste, et que son expansion était strictement réglementée par le bail signé avec le Conseil de protection de la nature. Cependant ces installations avaient permis de mieux protéger la région et de fournir des services supplémentaires au personnel chargé de la gestion de St Kilda. Le Bureau a recommandé que les autorités du Royaume-Uni informent le Comité du patrimoine mondial de tout nouveau développement de la station radar. Il a également recommandé que le Royaume-Uni envisage d'inclure dans ce bien naturel les eaux de l'archipel de St Kilda, les aires d'alimentation de plusieurs espèces locales

<u>Nom du bien</u>	<u>N° d'ordre</u>	<u>Etat partie ayant présenté la propo- sition d'inscription conformément à la Convention</u>	<u>Critères</u>
<p>d'oiseaux et le paysage sous-marin. Il a également noté que St Kilda, dont l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial était recommandée en tant que site naturel, avait aussi une valeur culturelle parce que l'histoire de l'île illustre bien les rapports harmonieux que l'homme pouvait entretenir avec la nature.</p> <p>Le département de l'environnement, dans sa lettre du 13 octobre 1986, a indiqué qu'un document du Ministère de la Défense est en préparation afin d'établir des propositions pour ce site et pour l'introduction de mesures de sauvegarde de l'environnement dans le plan.</p>			
<u>Vieille ville de Sana'a</u>	385	Yemen	C(iv)(v)(vi)
<p>Le Bureau a pris note de la préparation d'une nouvelle réglementation municipale dont il espère qu'elle sera prochainement adoptée et a demandé que le Comité soit informé des progrès des mesures de sauvegarde de ce site qui fait l'objet d'une campagne internationale.</p>			
<u>Monastère de Studenica</u>	389	Yougoslavie	C(i)(ii)(iv)(vi)
<u>Monument national du Grand Zimbabwe</u>	364	Zimbabwe	C(i)(iii)(vi)
<p>Le Bureau a recommandé la poursuite des travaux d'inventaire et de recherche archéologiques en cours et la plus grande prudence dans tout projet d'aménagement touristique.</p> <p>Les autorités du Zimbabwe ont informé le Secrétariat de leur plein accord avec les recommandations du Bureau.</p>			
<u>Ruines de Khami</u>	365	Zimbabwe	C(iii)(iv)

B. Bien dont le Bureau a recommandé de différer l'examen

<u>Sarajevo</u>	388	Yougoslavie	
-----------------	-----	-------------	--

Le Bureau a recommandé de différer l'examen de ce bien en attendant que l'ICOMOS ait mené, en consultation avec les autorités concernées, une étude sur l'architecture vernaculaire de la région dans le contexte de l'examen comparatif des listes indicatives.

<u>Nom du bien</u>	<u>N° d'ordre</u>	<u>Etat partie ayant présenté la propo- sition d'inscription conformément à la Convention</u>	<u>Critères</u>
--------------------	-----------------------	---	-----------------

C. Autres biens qui pourraient être examinés par le Comité lors de sa 10e session :

Fatehpur Sikri 255 Inde

L'examen de cette proposition d'inscription ayant été différé au cours d'une session précédente du Bureau, celui-ci a considéré que, si les autorités indiennes pouvaient, en accord avec l'ICOMOS, redéfinir les limites du site proposé avant la prochaine session du Comité, cette proposition pourrait alors être soumise à son examen.

Parc national de Garajonay 380 Espagne

Il était prévu que l'UICN ne terminerait son évaluation de ce site qu'après sa prochaine mission sur place en septembre 1986. Le Bureau a suggéré que le Comité du patrimoine mondial ne se prononce au sujet de l'inscription de ce site sur la Liste du patrimoine mondial si l'évaluation de l'UICN était achevée avant la 10e session du Comité.

L'UICN a procédé à l'évaluation de ce site et ses recommandations sont à la disposition du Comité.

Grottes de Skocjan 390 Yougoslavie

L'UICN avait remis à plus tard son évaluation, dans la perspective de sa visite imminente du site en juillet 1986. Le Bureau a suggéré que l'UICN adresse directement les résultats de son évaluation et ses recommandations au Comité du patrimoine mondial à sa 10e session.

L'UICN a procédé à l'évaluation de ce site et ses recommandations sont à la disposition du Comité.

Sites commémoratifs et
Parc national de Brioni 391 Yougoslavie

L'UICN avait remis à plus tard son évaluation de ce site, qu'elle se proposait de visiter en juillet 1986. En conséquence, le Bureau a suggéré que l'UICN soumette directement les résultats de son évaluation et ses recommandations au Comité du patrimoine mondial, à sa 10e session.

L'UICN a procédé à l'évaluation de ce site et ses recommandations sont à la disposition du Comité.

<u>Nom du bien</u>	<u>N° d'ordre</u>	<u>Etat partie ayant présenté la propo- sition d'inscription conformément à la Convention</u>	<u>Critères</u>
D. <u>Proposition d'extension d'un site du patrimoine mondial que le Comité pourrait examiner</u>			
<u>Parc national du Kakadu</u>	147	Australie	N(iii)(iv) C(ii)

On rappellera que durant sa 5ème session à Sydney, Australie, du 26 au 30 octobre 1981, le Comité du patrimoine mondial, tout en procédant à l'inscription de ce site sur la Liste du patrimoine mondial, a noté "l'intention du Gouvernement australien d'inclure dans le Parc national du Kakadu des zones complémentaires de la région du fleuve Alligator. Il a recommandé que ces zones soient comprises dans le site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial". A cet égard, les autorités australiennes, par une note du 17 septembre 1986 au Secrétariat, ont proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial la zone II du parc national du Kakadu; par rapport à la zone I qui couvre 6.144 km² et qui a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en 1981, la zone II comprend une surface totale de 6.929 km². La proposition d'extension a été soumise à la considération de l'UICN et de l'ICOMOS. Leurs commentaires seront mis directement à la disposition du Comité.